

CAF de la Corrèze

Place Jean Charbonnel, 19100 Brive la Gaillarde



Location/maintenance pour 4 véhicules pour la Caisse
d'Allocations Familiales de la Corrèze

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES (CCAP)**

SOMMAIRE

Article 1 : Condition du marché à procédure adaptée	P.3
Article 2 : Les parties contractantes	P.3
Article 3 : Objet du marché	P.3
Article 4: Variantes	P.3
Article 5: Durée du marché	P.3
Article 6 : Pièces constitutives du marché	P.4
Article 7 : Conditions juridiques tenant au marché	P.4
Article 8 : Désignation des prestations	P.5
Article 9 : Conditions d'exécution	P.5
Article 10 : Modalités de détermination des prix.....	P.5
Article 11 : Durée de validité de offres	P.5
Article 12 : Avances	P.5
Article 13 : Acomptes	P.6
Article 14 : Pénalités de retard	P.6
Article 15 : Etablissement de la facture	P.6
Article 16 : Délais de paiement	P.7
Article 17 : Résiliation du marché	P.7
Article 18 : Règlement de litiges.....	P.7

ARTICLE 1 – Conditions du marché à procédure adaptée

Le présent marché à procédure adaptée est soumis aux dispositions :

- de l'article L124-4 du code de la sécurité sociale
 - de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant règlement sur les marchés des Organismes de Sécurité Sociale,
 - du décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant Code des Marchés Publics,
 - des décrets des 17 et 19 décembre 2008 portant Code des Marchés Publics,
- du Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux Marchés de Fournitures Courantes et de Services (C.C.A.G. – F.C.S.), modifié par arrêté du 30 mars 2021

ARTICLE 2 – Les parties contractantes

Les parties aux contrats sont d'une part,

La Caisse d'Allocations Familiales de la Corrèze représentée par son directeur

Et d'autre part,

Le ou les candidat(s) dont la proposition de prix sera retenue.

Le comptable assignataire des paiements est la Directeur comptable et financier de la Caisse d'Allocations Familiales auquel toutes les oppositions devront être signalées.

ARTICLE 3 – Objet du marché

Le présent marché définit les spécifications et conditions du marché de fourniture de 4 véhicules en location sans chauffeur issus des segments : Citadine.

Il s'agit de contrats de location simple de véhicule (avec option d'achat), maintenance incluse avec véhicule de remplacement équivalent, changement des pneus y compris pneus hiver et intégrant la garantie Perte Financière.

ARTICLE 4 – Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

ARTICLE 5 – Durée du marché

Le contrat demandé par la Caisse d'Allocations Familiales de la Corrèze sera un contrat de location d'une durée : 3 ans avec option d'achat

Les conditions de la location seront aussi liées au kilométrage du véhicule :

- 50 000 km.

Le contrat de location prendra effet le jour de la livraison des véhicules : **14 février 2026**

La fin de la location prendra effet le **13 février 2029**.

A l'issue de cette période, le contrat prend fin de lui-même sans qu'il soit nécessaire, pour l'organisme, de le dénoncer par lettre recommandée avec AR. Toutefois, la Caisse d'Allocations Familiales de la Corrèze se réserve le droit de renouveler, par simple lettre recommandée avec AR, le contrat d'un an. Le nombre de renouvellement ne pourra pas être supérieur à 2.

Aucune modification sur le montant du loyer ainsi que ceux de la maintenance ne pourra être possible.

ARTICLE 6 – Pièces constitutives du marché

6.1 Pièces particulières

- 1) L'acte d'engagement du (des) candidat(s) retenu(s) et ses annexes,
- 2) Le règlement de consultation,
- 3) Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières,
- 4) Le Cahier des Clauses Techniques Particulières,

6.2 Pièces générales

- Le code de la commande publique,
- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale,
- Le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (C.C.A.G.- F.C.S.) arrêté du 30 mars 2021,

Ces derniers documents bien que n'étant pas joints au présent dossier sont considérés être connus par les parties contractantes.

ARTICLE 7 – Conditions juridiques tenant au marché

7.1 - Type de marché

Le marché passé à l'issue de la consultation sera un marché alloti.

7.2 – Montant du marché

Les coûts des loyers ainsi que ceux de la maintenance seront fermes et définitifs pour la durée totale du marché.

ARTICLE 8 – Désignation des prestations

L'état descriptif de la consistance du marché, des obligations du (des) candidat(s) retenu(s), faisant l'objet du marché, est détaillé dans les Cahiers des Clauses techniques Particulières (C.C.T.P.).

Les prestations devront être exécutées dans les conditions définies au C.C.T.P.

ARTICLE 9 – Conditions d'exécution

Le marché est exécuté suivant les modalités définies dans les différents C.C.T.P.

- Dispositions réglementaires :

Le(s) candidat(s) retenu(s) se conformera(ont) aux prescriptions légales concernant la réglementation du travail (notamment en cas d'emploi de personnel de nationalité étrangère) et assurera la charge ainsi que l'exécution des obligations prévues par les lois sociales et fiscales en faveur ou du fait de son personnel, sans pouvoir exercer de son propre chef aucun recours contre la Caisse d'Allocations Familiales de la Corrèze.

ARTICLE 10 – Modalités de détermination des prix

Les prix qui seront mentionnés sont exprimés en Euros, hors tva et toutes taxes comprises.

Les loyers trimestriels comprennent les coûts de maintenance et de facturation.

ARTICLE 11 – Durée de validité des offres

La durée de validité des offres est fixée à cent vingt (120) jours à compter de la date limite de remise des offres fixée à l'article 6.4 du règlement de la consultation.

ARTICLE 12 – Avances

Le titulaire du marché peut prétendre au versement d'une avance dans les conditions prévues par l'article R2191-3 et R2191-7 du code la commande publique,

ARTICLE 13 – Acomptes

Il ne sera versé aucun acompte au prestataire de service.

ARTICLE 14 – Pénalités

Tout manquement aux obligations contractuelles du titulaire du marché peut faire l'objet de pénalités. Ceci concerne notamment les délais d'exécutions et les critères de qualité de services.

Par dérogation à l'article 14 du C.C.A.G.-F.C.S., les pénalités applicables sont celles listées au sein du présent document.

12.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G.-F.C.S. : toute pénalité est due, quel que soit son montant.

Sans justification, la pénalité est fixée à 250 € par jour de retard.

12.2 – Autres non-conformité

En cas de non-conformité aux prescriptions du présent marché non citée précédemment : 100 € / non-conformité, sans mise en demeure préalable.

Toute non-conformité devra être résolue au plus vite. En cas de non-conformité non traitée, l'acheteur appliquera une pénalité de 100 € par jour de retard jusqu'à rétablissement complet de la conformité à l'exploitation du service

ARTICLE 15 – Etablissement de la facture

Le candidat retenu devra adresser la facture par chorus pro :

Caisse d'Allocations Familiales de la Corrèze
Siret : 777 927 138 00019

Le comptable assignataire est le directeur comptable et financier de la Caisse d'Allocations Familiales de la Corrèze.

La facturation interviendra en fin de chaque trimestre.

La facture afférente au marché portera, outre les mentions légales, les indications suivantes :

le nom et adresse du créancier,
le véhicule livré,
le montant hors TVA,
le taux et le montant de la TVA,
le montant total,
la date.

Le paiement s'effectuera par virement bancaire sur le compte courant du candidat retenu. Pour ce faire, un RIB ou un RIP sera adressé par le candidat retenu dès la notification du contrat.

ARTICLE 16 – Délais de paiement

Le paiement des sommes dues interviendra au plus tard 30 jours après la réception de la facture par les services de la Caisse d'Allocations Familiales concernée ou réception de la prestation conformément aux dispositions de l'article R2192.10 du code de la commande publique.

ARTICLE 17 – Résiliation du marché

En cas de non-respect, par l'une des parties, de ses obligations, l'autre partie pourra, après simple mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet dans le mois suivant, résilier unilatéralement le marché, sans autres formalités, sans préjudice de tous dommages et intérêts complémentaires.

Si, après signature du marché, la Caf de la Corrèze constatait l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2142-1 à R2144-9 du code des marchés publics ou si le candidat refusait de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail, le marché sera résilié aux torts du titulaire.

ARTICLE 18 – Règlement des litiges

Pour le règlement des litiges, il sera fait application des articles R2197-1 à 2197-22 du code de la commande publique.

Le tribunal compétent est le tribunal de Grande Instance dans le ressort duquel se trouve la Caisse d'Allocations Familiales de la Corrèze.